

Réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste  
Au Siège des Nations-Unies à Genève, 26-27 Juin 2018

**RESOLUTION DE SOUTIEN A LA DEMOCRATIE ET AU MRD A DJIBOUTI**

Original : français

Les membres de l'Internationale Socialiste, réunis à l'occasion du Conseil au Sièges des Nations-Unies à Genève, en Suisse, les 26 et 27 Juin 2018, suivent avec une vive inquiétude la situation de déni de démocratie, d'atteintes répétées aux droits humains et de mal-gouvernance qui perdure à Djibouti depuis l'Indépendance de 1977.

Le gouvernement n'a toujours pas appliqué l'accord signé avec l'opposition le 30 décembre 2014 suite à la crise post-électorale de février 2013. De sorte que les élections législatives du 23 février 2018 n'ont été ni libres ni démocratiques et qu'elles ont boycottées par l'opposition crédible.

De même, le principal parti djiboutien d'opposition, le MRD, est victime d'un déni de justice et menacé dans son existence, d'où sa plainte auprès du Comité des Nations-Unies des droits de l'Homme à Genève le 21 novembre 2017.

L'IS ne peut rester indifférente à cette situation qui, si elle perdure encore, risquer de déboucher sur une grave crise et d'aggraver l'instabilité et l'insécurité dans la Corne de l'Afrique et sur les rives de la Mer rouge.

En conséquence, l'IS exhorte le Président Ismaël Omar Guelleh à :

-faire cesser la répression, les atteintes aux droits humains et le déni de démocratie,

-appliquer l'accord politique du 30 décembre 2014 et de mettre ainsi en place les réformes démocratiques telles que la création d'une Commission électorale nationale indépendante (CENI) paritaire et la mise en place d'un statut de l'opposition, conditions nécessaires pour la tenue d'élections libres et démocratiques.

-rétablir le MRD dans sa légalité et faire cesser le refus ou le retrait arbitraire de légalité aux partis d'opposition et aux organisations de la société civile telles la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).

---